



# Taux d'intérêt et inflation – Sondage web

Rapport de recherche

Présenté à  
le 22 avril 2024

**union**  
des consommateurs

# Table des matières

3

Contexte et  
objectifs

5

Méthodologie

7

Sommaire de  
gestion

10

Résultats

29

Annexes



CONTEXTE ET  
OBJECTIFS

# Un contexte qui force l'adoption de nouvelles habitudes

- La récente pandémie et le contexte inflationniste actuel ont amené les gouvernements à adopter certaines mesures afin que les consommateurs canadiens puissent conserver un certain niveau de stabilité financière. Les consommateurs ont également modifié certaines habitudes afin de pallier une certaine érosion de leur capacité d'achat.
- Union des consommateurs souhaitait mieux comprendre les perceptions des consommateurs canadiens vis-à-vis des différentes mesures mises en place et des changements comportementaux adoptés ou envisagés.
- Le présent rapport recense les principaux enseignements de cette étude, réalisée par l'entremise d'un sondage web.

# MÉTHODOLOGIE

A close-up, low-angle shot of several interlocking metal gears. The gears are dark and have a matte finish. The lighting is warm and directional, coming from the left, which creates strong highlights on the edges of the gear teeth and deep shadows in the mesh. The background is out of focus, showing more of the mechanical assembly. The word 'MÉTHODOLOGIE' is written in a clean, white, sans-serif font across the upper left portion of the image.

# Méthodologie



Méthode de collecte

**Sondage web**



Groupe cible

**Population adulte canadienne**



Critères d'admissibilité

**18 et plus**  
**Résidents du Canada**  
**Responsables des dépenses du ménage, en totalité ou en partie**



Taille de l'échantillon

**2040 répondants**



Marge d'erreur statistique maximale pour un échantillon probabiliste de cette taille

**+/- 2,0% (19 fois sur 20)**



Dates de la collecte de données

**Du 22 février au 1<sup>er</sup> mars 2024**



Temps médian de complétion

**Environ 10 minutes**

# SOMMAIRE DE GESTION



# Sommaire de gestion

- Le contexte de la pandémie et le schéma inflationniste actuel ont manifestement généré leur part de répercussions chez les consommateurs canadiens.
  - Une proportion beaucoup plus grande de Canadiens estime que leur situation financière s'est détériorée depuis deux ans (41%) qu'elle ne s'est améliorée (19%).
    - À ce titre, la hausse des taux d'intérêt et la situation inflationniste sont identifiées comme étant les principales responsables par une vaste majorité de répondants.
    - La hausse des salaires n'est manifestement pas parvenue à freiner cette érosion perçue.
  - 57% des répondants avouent avoir eu de la difficulté à acquitter au moins une facture au cours des deux dernières années.
  - Les mesures adoptées par les gouvernements obtiennent des scores d'appui élevés, mais se construisent davantage sur le maillon « plutôt d'accord ».
  - La réduction des prix sur les biens essentiels et le gel de certains prix s'imposent comme étant les mesures les plus porteuses.



# Sommaire de gestion (suite)

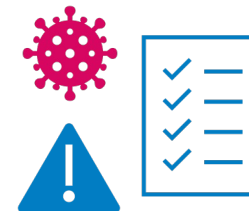
- Les achats alimentaires représentent une dimension ayant manifestement été frappée de plein fouet par le contexte inflationniste actuel.
  - À ce sujet, une forte majorité de répondants estime que la hausse des prix des produits alimentaires a eu pour effet de lui imposer une pression financière supplémentaire.
  - Pire encore, un Canadien sur deux déclare avoir « souvent » ou « parfois » de la difficulté à assumer les besoins de son ménage sur le plan alimentaire. Il s'agit là d'un résultat alarmant ou, au mieux, préoccupant.
  - Plusieurs stratégies défensives ont été adoptées par les consommateurs, notamment la diminution de la fréquence de visite des restaurants, le fait de favoriser les produits soldés et la comparaison des prix entre les bannières.
    - Dans tous les cas de figure, on peut supposer que l'accumulation de ces stratégies implique que les consommateurs investissent davantage de temps qu'auparavant dans leurs achats alimentaires.
- Il convient finalement de souligner le fait que les familles monoparentales, traditionnellement surreprésentées chez les femmes, sont davantage en proie aux difficultés financières tous azimuts en lien avec le contexte économique actuel.



RÉSULTATS

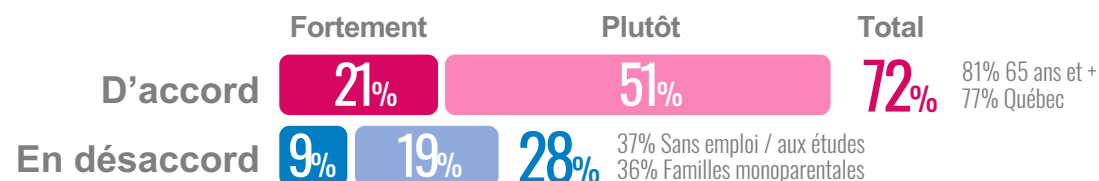
# Une satisfaction... contenue

Q6. Niveau d'accord avec les mesures mises en place, Total, n=2040

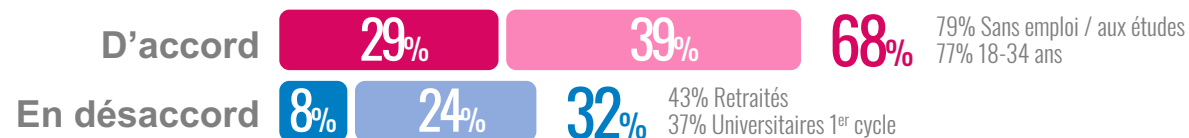


## COVID-19 : Les mesures mises en place...

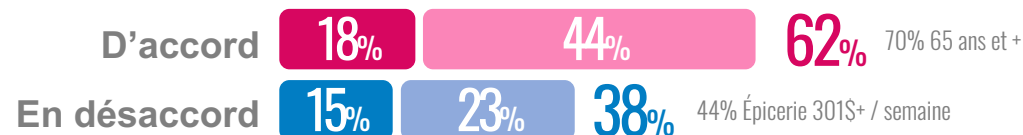
« Les mesures mises en place pendant la pandémie de COVID-19 par les différents paliers gouvernementaux pour soutenir la population **ont été suffisantes**. »



« Les mesures mises en place pendant la pandémie de COVID-19 par les différents paliers gouvernementaux pour soutenir la population **sont responsables de la forte inflation** des deux dernières années. »



« Pendant la pandémie de COVID-19, les mesures mises en place par les différents paliers gouvernementaux **m'ont permis de maintenir mon niveau de vie** pendant la crise. »



Au-delà des scores d'appui globaux relativement élevés, on remarque que ces derniers sont plutôt contenus, dans la mesure où ils se construisent davantage sur le maillon « plutôt d'accord » que « fortement d'accord ».

C'est d'ailleurs sur le maintien du niveau de vie que les mesures prises par les différents paliers de gouvernements suscitent le plus de scepticisme.

Q6. Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec les énoncés suivants (avec rotation).

# Jouer sur les prix...

Q7. Pertinence perçue des différentes mesures prises en temps de crise, Total, n=2040



	1-2	3	4-5	Moyenne
Réduction de frais sur des services essentiels	8% 13% Familles monoparentales	19%	72% 77% 35-44 ans	4
Geler les prix de certains biens	9%	19%	72% 81% Familles monoparentales	4
Plafonnement de certains tarifs	8%	26%	67% 74% Autres types de ménage 73% 55-64 ans	3,9
Crédit d'impôt	11%	26% 31% 18-34 ans	63% 74% Familles monoparentales 71% Autres types de ménage	3,8
Diminution des taxes	14% 20% Francophones	24% 31% Retraités 29% 65 ans et +	63% 71% 35-44 ans 71% Couples avec enfant(s)	3,8
Prestation monétaire pour biens précis (ex. : la nourriture)	12%	25%	63% 71% Familles monoparentales 69% Locataires	3,8
Réduire les taux d'intérêt	13% 18% Francophones	25% 34% Retraités 31% 65 ans et +	61% 73% Familles monoparentales 69% 35-44 ans	3,8
Baisse des paliers d'imposition	15% 20% 65 ans et +	30% 36% Retraités 35% 65 ans et +	55% 64% Familles monoparentales 63% 35-54 ans	3,6
Montant récurrent pendant la crise	18% 25% Francophones 23% Québec	33% 39% Francophones	49% 58% Locataires 58% Autres types de ménage	3,4
Montant ponctuel	24% 34% Atlantique 29% Budget épicerie 301\$ +	37%	39% 44% Locataires	3,2
Aucune mesure	61% 70% 65 ans et + 70% Autres types de ménage	24% 31% Sans emploi / aux études	14% 21% Budget épicerie 301\$ + 20% Couples avec enfant(s)	2,1

Plusieurs des mesures testées reçoivent un fort niveau d'appui.

Cela peut démontrer le fait qu'il n'existe pas une seule et unique solution qui pourrait pallier la situation actuelle.

Dans tous les cas de figure, la réduction ou le gel de prix s'imposent comme les mesures perçues comme étant les plus porteuses.

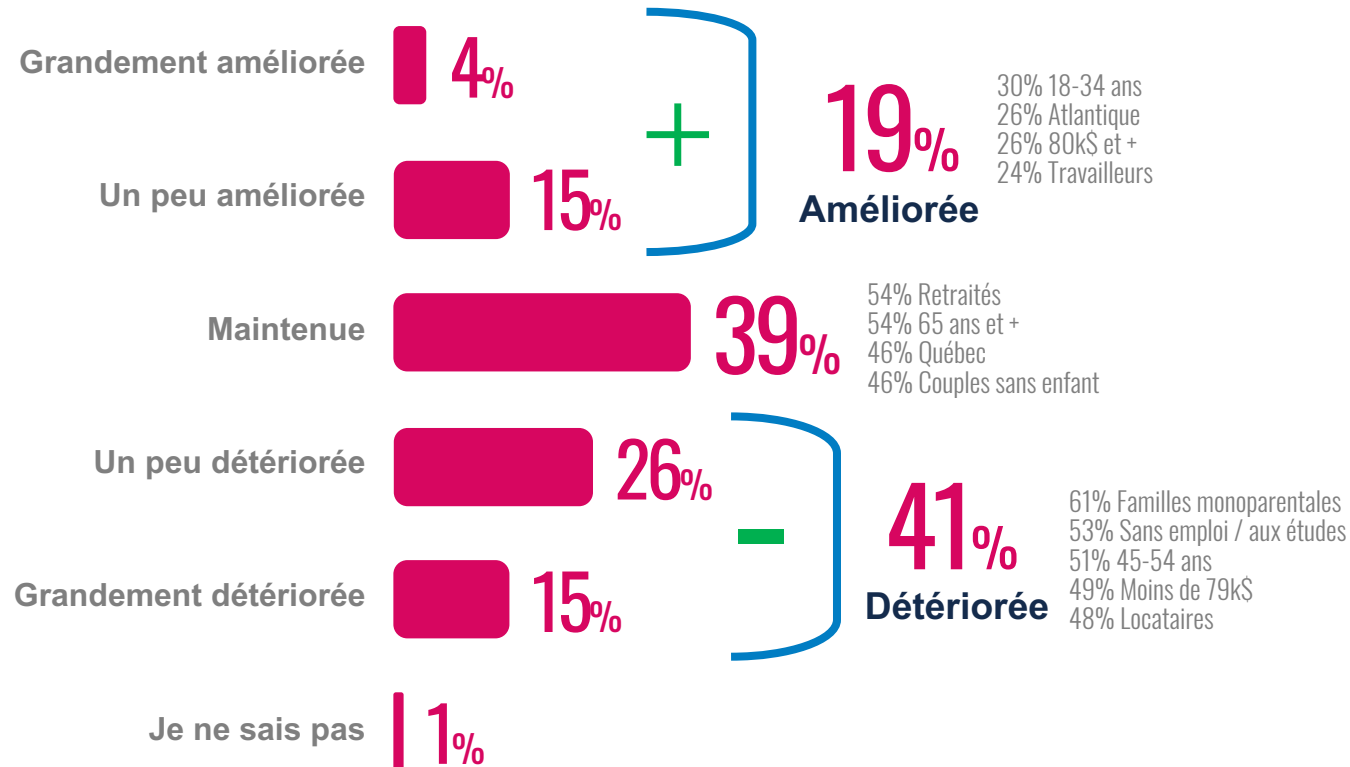
Q7. Sur une échelle de 1 à 5, lesquelles de ces mesures sont appropriées pour lutter contre les effets de situation de crises (pandémies, catastrophes naturelles, fortes périodes inflationnistes) (1 n'étant pas approprié et 5 étant extrêmement approprié) (avec rotation)

# Une tendance claire

Q8. Évolution de la situation financière depuis 2 ans, Total, n=2040



De quelle manière leur situation financière a changé?



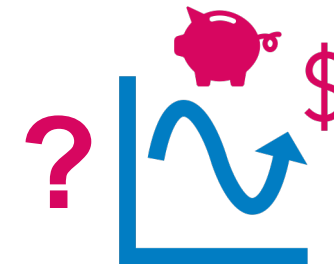
Si l'on effectue le différentiel entre les répondants affirmant que leur situation financière s'est améliorée depuis deux ans et celle déclarant qu'elle s'est détériorée, celui-ci est de -22 (19% - 41%). Cela démontre l'ampleur de la situation actuelle.

Les segments de population traditionnellement plus démunis (familles monoparentales et sans emploi / aux études) ont manifestement davantage écopé de la situation actuelle. Il en va de même pour les locataires. On peut dans leur cas effectuer un rapprochement avec la crise du logement actuelle.

Q8. Complétez l'énoncé suivant : « Au cours des deux dernières années, ma situation financière s'est ... »

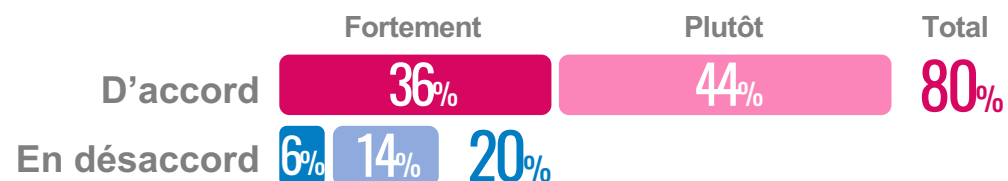
# Une population sous pression

Q9. Niveau d'accord avec différents énoncés liés à la situation financière, Sans les NSP, n=variés

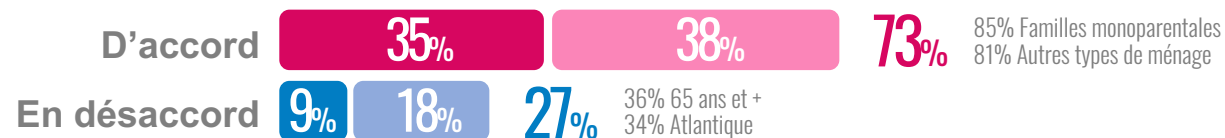


## Situation financière : les raisons derrière le changement

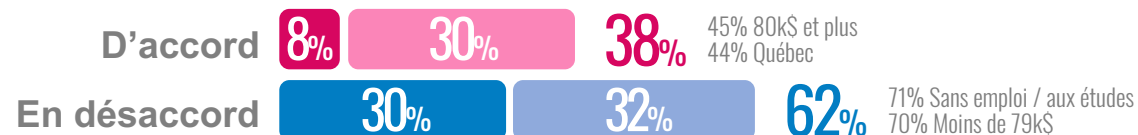
« Les changements observés dans ma situation financière lors des deux dernières années sont imputables à l'accélération de **l'inflation** et à la **hausse des taux d'intérêt** » n = 1880



« Depuis les deux dernières années, **la hausse de votre loyer/paiement hypothécaire** a mis plus de pression sur mes finances que par le passé » n = 1535



« Depuis les deux dernières années, **mon augmentation de salaire ou mon nouvel emploi** m'a permis de maintenir ou d'augmenter mon niveau de vie » n = 1468



L'inflation et la hausse des taux d'intérêt ont manifestement comporté leur part de conséquences sur la situation financière d'une majorité de Canadiens. Il en est conséquemment de même sur la hausse du prix des logements.

En revanche, la hausse des salaires ne semble pas avoir permis de combler ce manque à gagner.

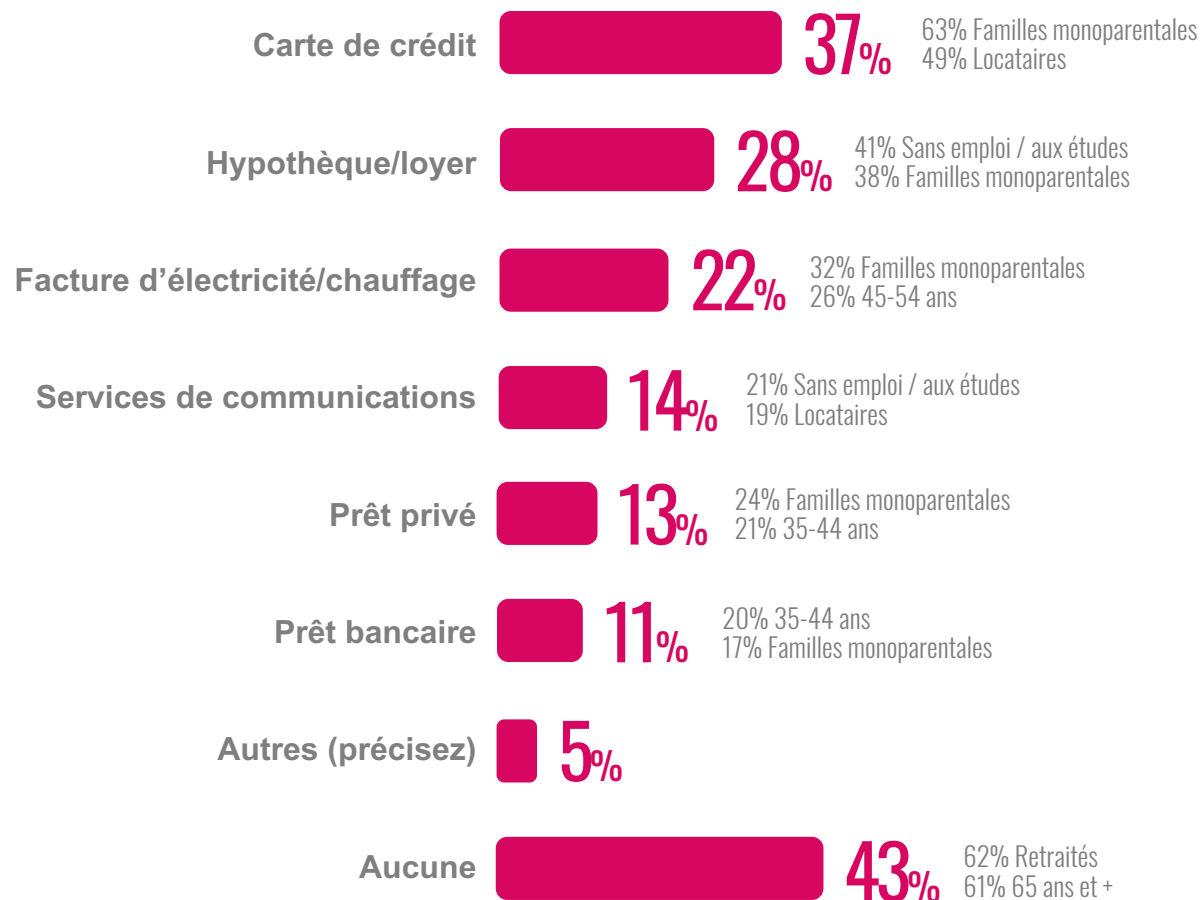
Une fois de plus, on constate que les familles monoparentales sont davantage précarisées par la situation actuelle.

Q9. Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec l'énoncé suivant (avec rotation)

# Une certaine précarité

Q10. Factures les plus difficiles à payer, Total, n=2040

Quelles factures ont-elles été difficiles à payer depuis 2 ans?



Les pourcentages ci-contre peuvent a priori sembler modestes, mais si on les transpose sur l'ensemble des Canadiens, on peut conclure qu'une proportion non négligeable d'entre eux se trouve fragilisée par la situation actuelle.

Pour preuve, 57% des répondants avouent avoir eu de la difficulté à acquitter au moins une facture. À ce sujet, les retraités (et, incidemment, les 65 ans et plus) semblent être davantage à l'abri de cette incertitude.

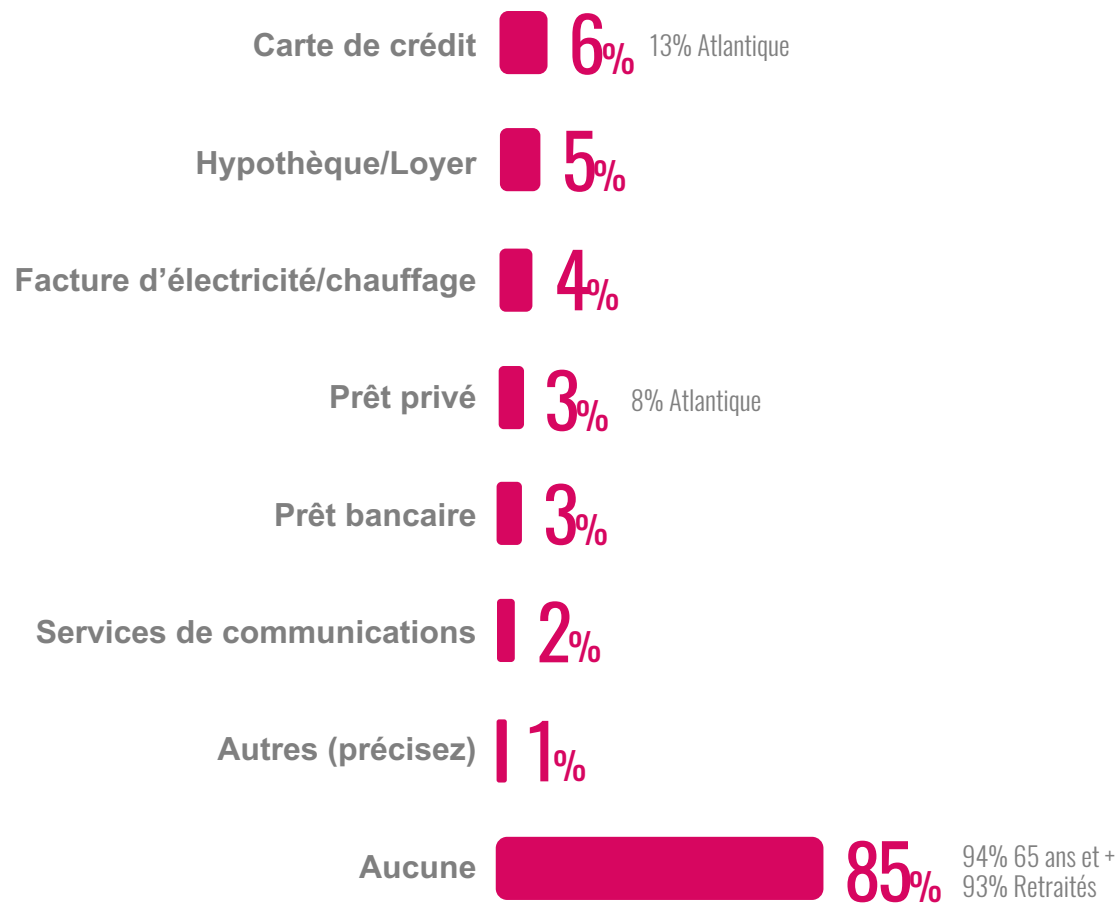
Q10. Depuis les deux dernières années, quel type de factures avez-vous eu de la difficulté à honorer ? (Plusieurs réponses possibles)

# Un consommateur sur sept!

Q11. Utilisation de modalités de paiement, Total, n=2040



## Ont-ils bénéficié d'une entente ou d'un allègement de paiement?



15% des répondants avouent avoir bénéficié d'une entente spéciale en lien avec les modalités de paiement d'au moins une facture / poste budgétaire.

Les pourcentages ci-contre sont relativement éparés, mais on peut croire qu'ils sont supérieurs en réalité, dans la mesure où certains répondants ont peut-être évité d'y répondre positivement en raison du phénomène de désirabilité sociale.

Q11. Avez-vous bénéficié d'un allègement de paiements ou conclu une entente de paiement sur certains types de factures ? (Plusieurs réponses possibles)



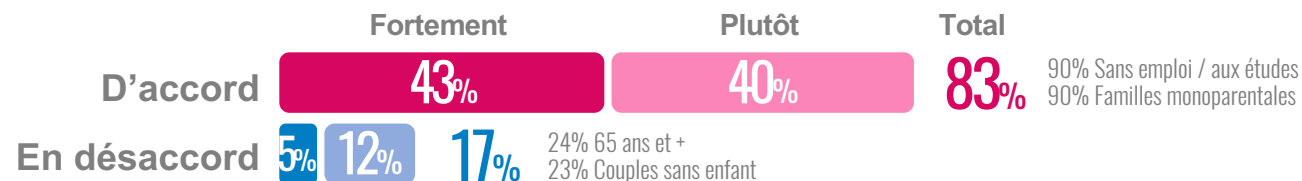
# L'alimentation, source d'angoisse

Q12. Niveau d'accord en lien avec l'évolution de la facture d'épicerie, Total, n=2040

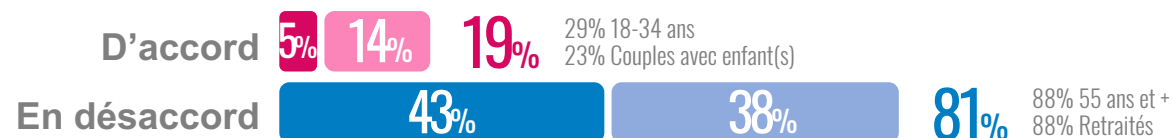


## La facture d'épicerie : plus ou moins facile qu'avant?

« La hausse des prix des produits alimentaires, au cours des deux dernières années, **ajoute de la pression financière** sur mon ménage »



« Au cours des deux dernières années, il a été **plus facile** financièrement de nourrir mon ménage que par le passé »



Le fait de poser deux questions antinomiques permet de valider le phénomène de pression financière.

En effet, si l'on additionne les deux niveaux d'accord globaux, on arrive à un résultat qui frôle les 100%, ce qui tend à démontrer l'ampleur du phénomène.

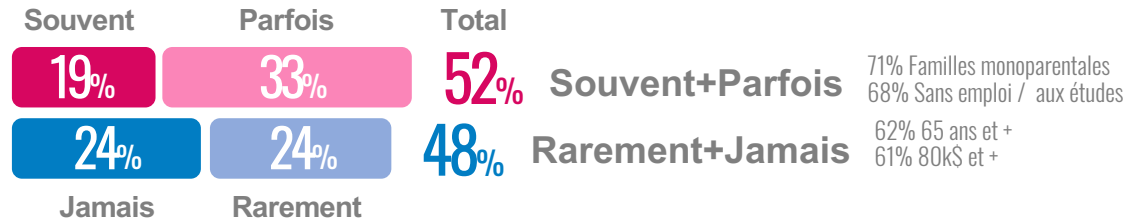
Une fois encore, les tranches de la population traditionnellement les plus fragiles sont les plus touchées par la situation actuelle.

# Un stress alimentaire répandu

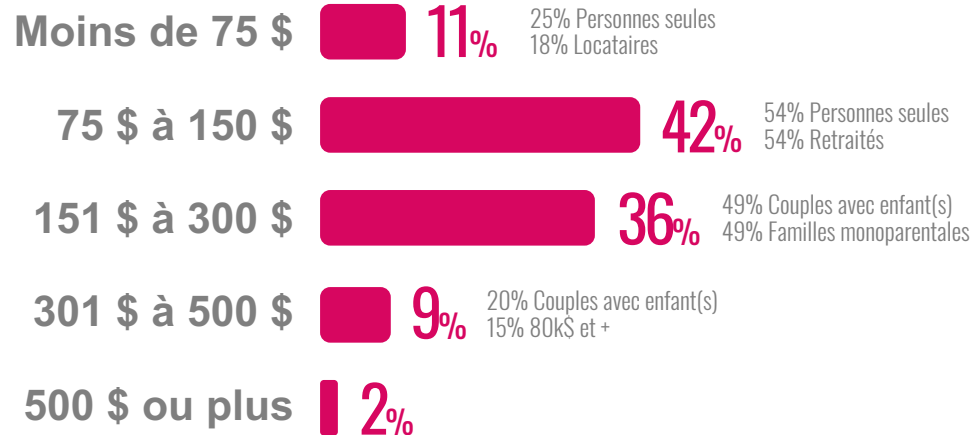
Q13-14. Difficulté de payer l'épicerie + budget hebdo moyen alloué, Total, n=2040



## Difficultés à assurer les besoins alimentaires du ménage



## Budget hebdomadaire moyen alloué à l'épicerie



La moitié de la population canadienne admet avoir souvent ou parfois de la difficulté à pourvoir aux besoins alimentaires de leur ménage en raison de la hausse des prix.

De façon quelque peu intuitive, les ménages disposant d'un revenu annuel cumulé supérieur à 80k\$ éprouvent moins cette difficulté. À l'autre bout du spectre, on retrouve encore les familles monoparentales.

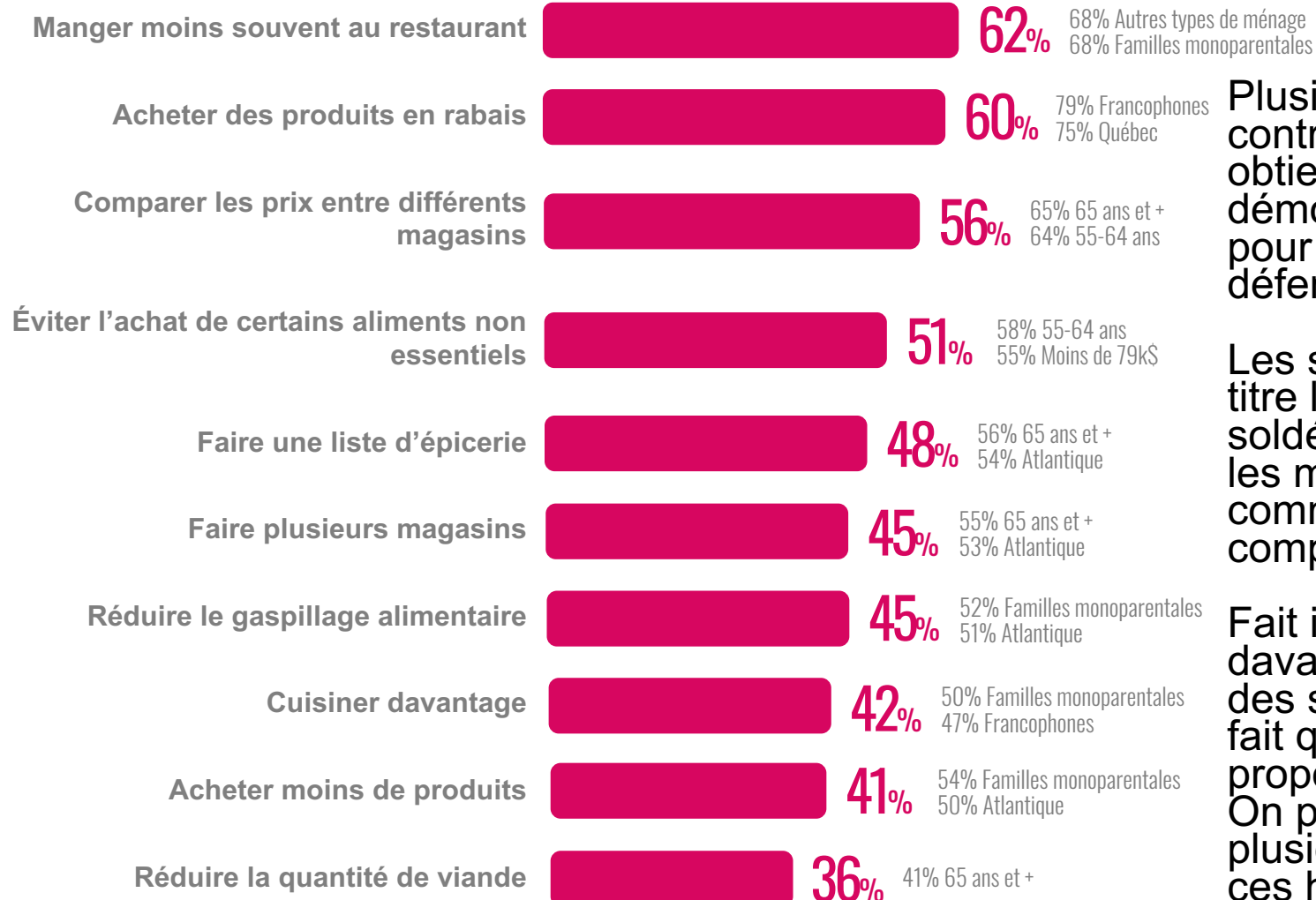
Q13. À quelle fréquence éprouvez-vous de la difficulté à assurer les besoins alimentaires de votre ménage à cause des prix ?

Q14. En moyenne, quel budget par semaine votre ménage consacre-t-il à l'épicerie ?

# Tous les moyens sont bons!

Q15. Mesures prises pour atténuer la facture d'épicerie en raison de l'inflation, Total, n=2040

(1/2)



Plusieurs des moyens de se prémunir contre la hausse des prix en alimentation obtiennent des scores élevés, ce qui démontre que les consommateurs ont pour la plupart adopté une stratégie défensive multidimensionnelle.

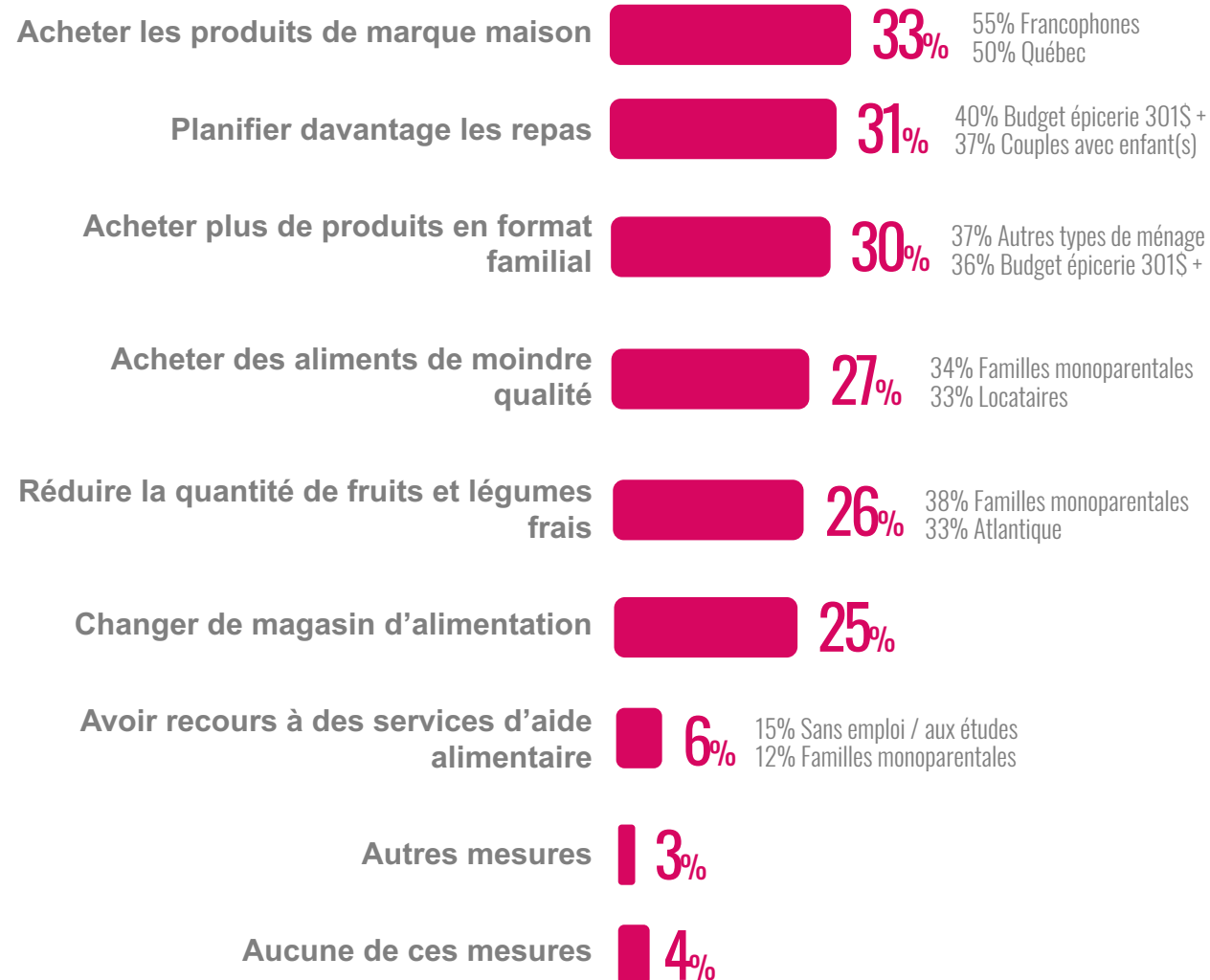
Les sorties au restaurant occupent à ce titre le haut du pavé. L'achat de produits soldés et la comparaison des prix entre les magasins apparaissent pour leur part comme étant relativement complémentaires.

Fait intéressant, les 65 ans et plus ont davantage tendance à adopter plusieurs des stratégies testées, et ce, en dépit du fait qu'ils déclarent dans une moindre proportion souffrir de la hausse des prix. On peut donc croire à cet effet que plusieurs d'entre eux avaient déjà adopté ces habitudes avant le début de la période inflationniste actuelle.

Q15. Quelles mesures prenez-vous pour faire face aux conséquences de l'inflation touchant le prix des aliments ? (Plusieurs réponses possibles)

# Tous les moyens sont bons! (suite)

Q15. Mesures prises pour atténuer la facture d'épicerie en raison de l'inflation, Total, n=2040



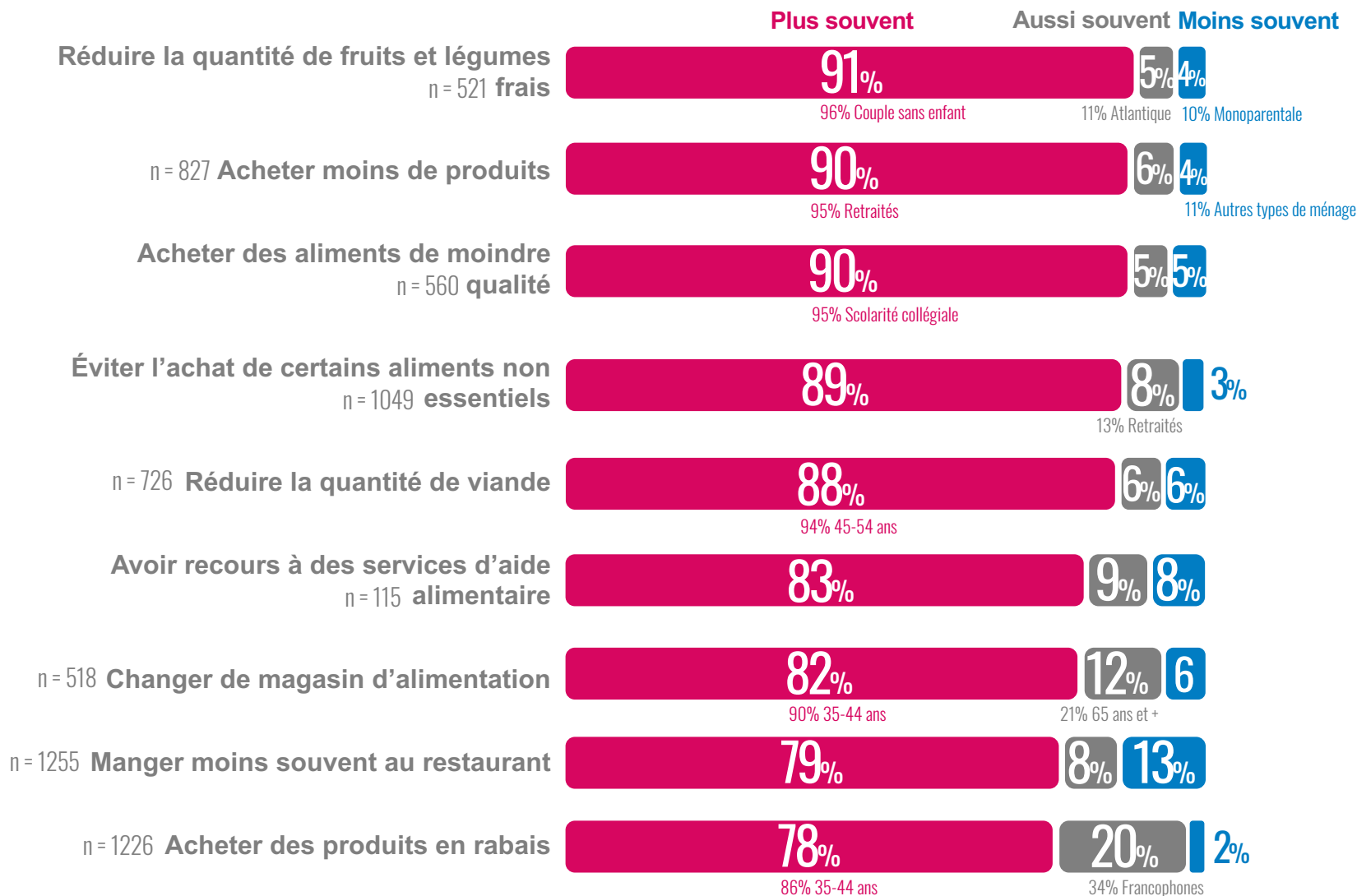
Q15. Quelles mesures prenez-vous pour faire face aux conséquences de l'inflation touchant le prix des aliments ? (Plusieurs réponses possibles)

# L'essayer, c'est l'adopter

Q16. Fréquence relative des mesures prises pour atténuer la facture d'épicerie, Ont pris ces mesures, n=variés



(1/2)



Les répondants qui affirment avoir adopté les différentes stratégies testées les pratiquent manifestement davantage qu'il y a deux ans.

Cela démontre qu'il ne s'agit pas vraiment d'un effet de mode, mais réellement d'une stratégie défensive globale visant à atténuer les effets de l'inflation au niveau des achats alimentaires.

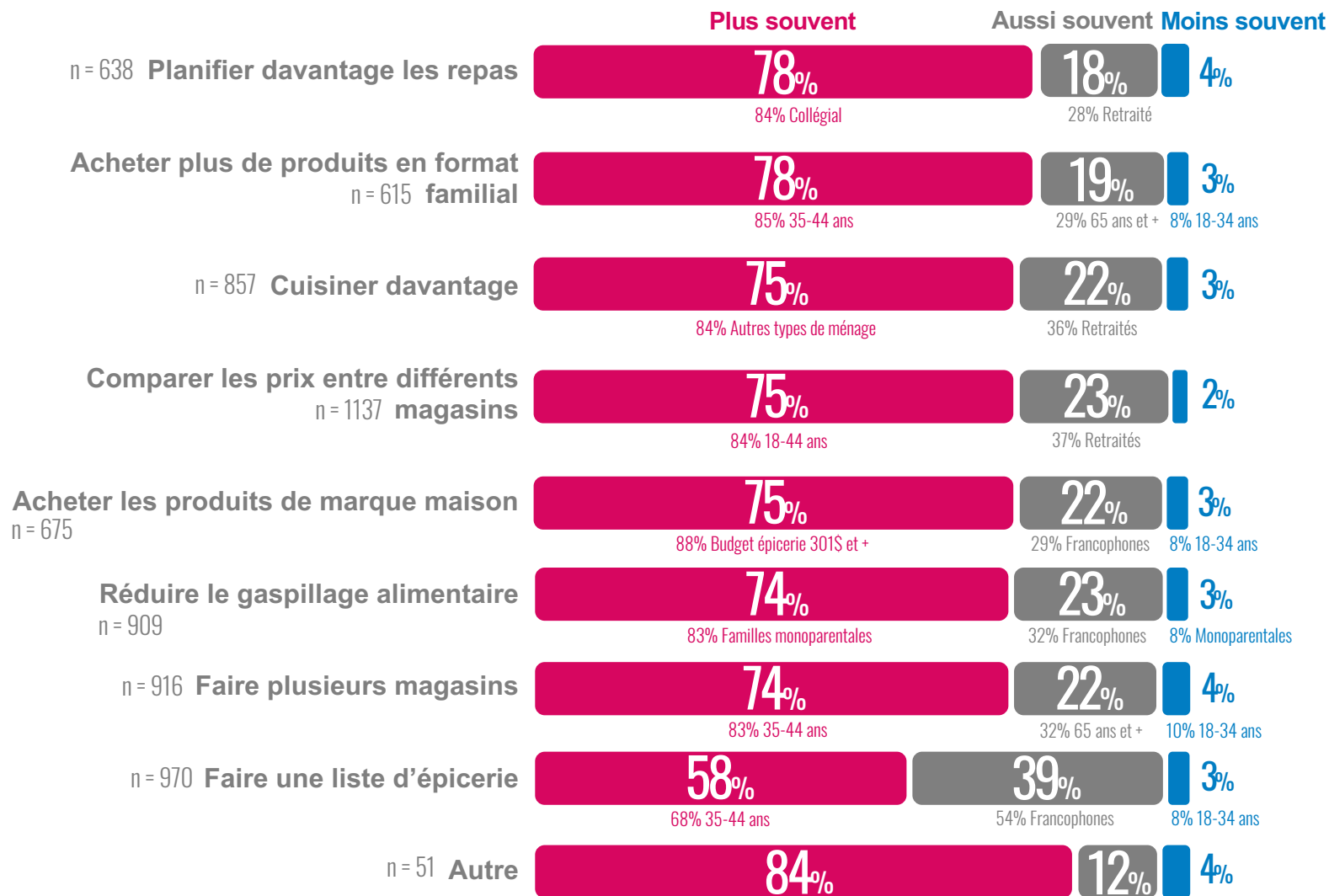
Q16. Adoptez-vous ces mesures plus souvent que par le passé (soit les 2 dernières années)?

# L'essayer, c'est l'adopter (suite)

Q16. Fréquence relative des mesures prises pour atténuer la facture d'épicerie, Ont pris ces mesures, n=variés



(2/2)



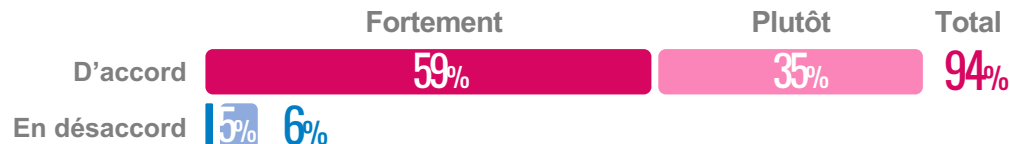
Q16. Adoptez-vous ces mesures plus souvent que par le passé (soit les 2 dernières années)?

# Une soif d'information

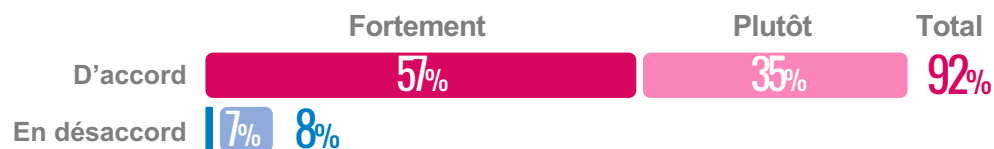
Q17. Niveau d'accord avec des énoncés sur les habitudes en lien avec l'épicerie, Total, n=2040



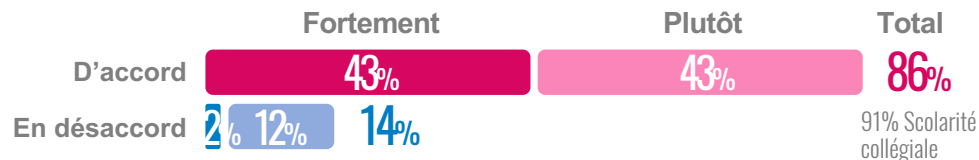
« Je souhaiterais **être mieux informé** lorsqu'un fournisseur de produits alimentaires **altère** la qualité ou la quantité de son produit »



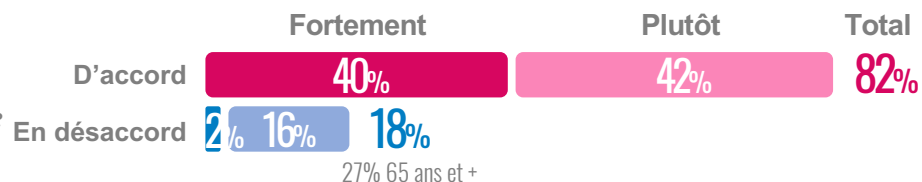
« Depuis les deux dernières années, la **quantité des produits a diminué**, et ce, même lorsque le prix d'un produit a augmenté ou est resté le même »



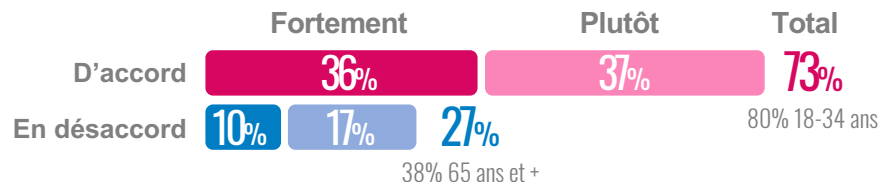
« Je souhaiterais être **mieux informé** quant au **caractère taxable** ou non taxable d'un produit alimentaire. »



« Depuis les deux dernières années, la **qualité des produits a diminué**, et ce, même pour les produits dont le prix a augmenté ou est resté le même. »



« Depuis les deux dernières années, j'ai dû m'inscrire à des **programmes de fidélité** ou des applications de supermarché pour avoir accès à des rabais supplémentaires. »



Les résultats ci-contre démontrent une soif d'information des consommateurs canadiens vis-à-vis de certaines dimensions liées aux achats alimentaires.

De plus, une forte majorité d'entre eux a le sentiment que tant la quantité que la qualité des produits alimentaires ont diminué alors que le prix de ceux-ci a augmenté ou est demeuré le même.

Par ailleurs, les programmes de fidélité sont devenus eux-mêmes une stratégie afin de pallier l'inflation actuelle.

Q17. Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec l'énoncé suivant.

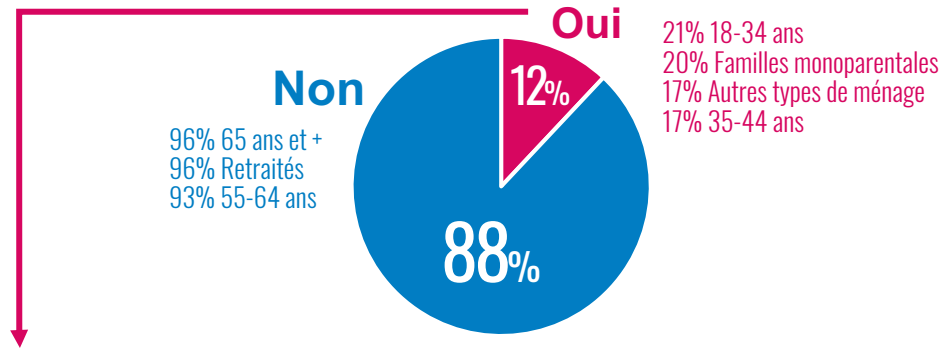
# Le recours à l'aide est rare

Q17a-b. Recours à des services d'aide financière, n=variés

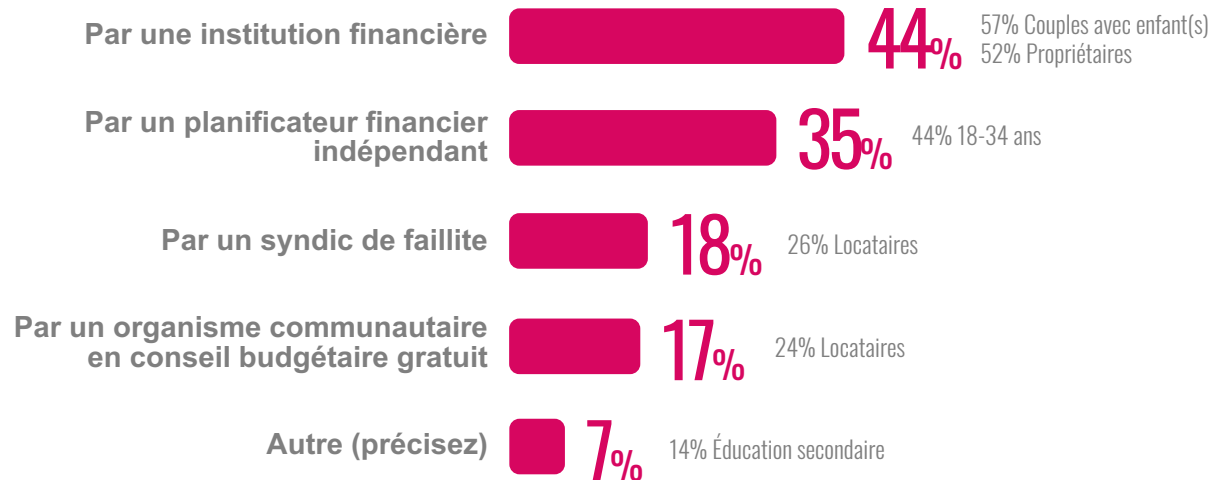


Ont-ils utilisé des services de conseil budgétaire ou de planification?

n = 2040



Si **Oui**, offerts par qui? n = 246



Une proportion relativement faible de consommateurs canadiens a fait appel à des services de conseil budgétaire au cours des deux dernières années. À ce titre, il est difficile de statuer si ce pourcentage sur deux ans est plus ou moins élevé que par le passé.

Les institutions financières et les planificateurs financiers constituent, et de loin, les premiers réflexes des consommateurs optant pour ce type de services.

Q17a. Au cours des deux dernières années, avez-vous fait appel à des services de conseil budgétaire ou de planification financière afin de vous aider avec des difficultés financières?

Q17b. (Si oui) Ces services vous ont été offerts : (plusieurs choix possibles)

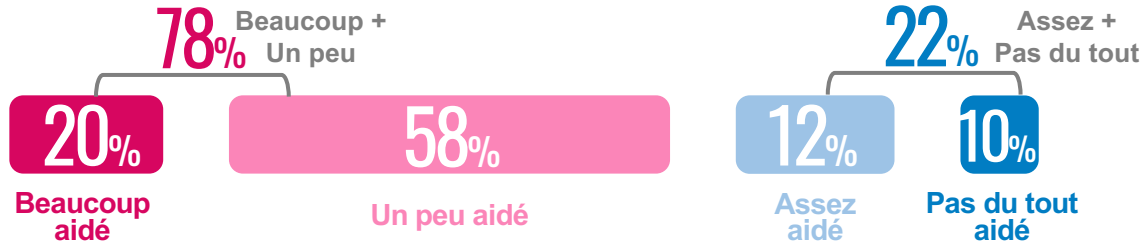


# Des services salutaires, mais...

Q17c-d. Aide apportée par des organismes aux services gratuits, n=variés

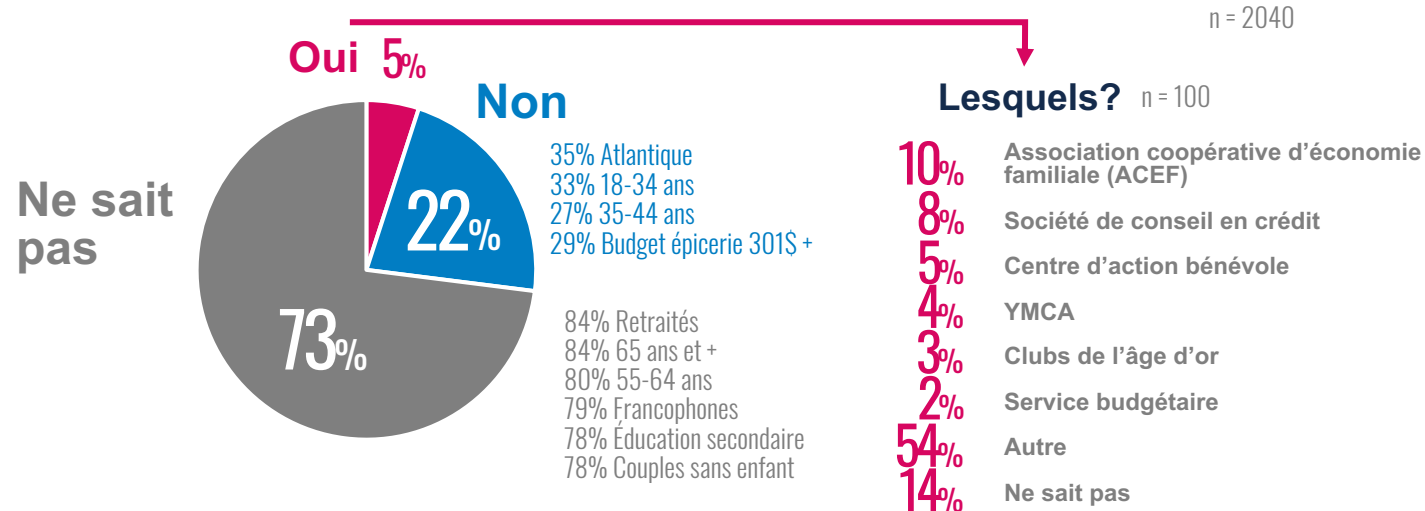


Ces services de conseil budgétaire gratuits ont-ils aidé? n = 58



Les quelques répondants ayant fait appel à des services de conseil budgétaire gratuits ont majoritairement le sentiment que ces derniers les ont aidés.

Ont-ils des services communautaires de conseil budgétaire à proximité? n = 2040



Par ailleurs, de façon générale, très peu de répondants ont l'impression d'avoir accès à des services communautaires de conseil budgétaire à proximité de leur domicile. En outre, près des trois quarts d'entre eux l'ignorent.

Q17c. (Si organisme ou autre) Considérez-vous que ces services vous aient aidé à améliorer votre situation financière? : (choix en fonction de l'échelle utilisée dans les autres questions)

Q17d. Est-ce que des organismes communautaires offrent gratuitement des services de conseil budgétaire dans votre région?

# Il faut faire quelque chose!

Q18. Désirabilité de différentes mesures gouvernementales pour l'épicerie, Total, n=2040



	1-2	3	4-5	Moyenne
<b>Contrôle des prix</b> <small>15% Budget épicerie 301\$ + 15% 65 ans et +</small>	10%	18%	72%	4
<b>L'abolition de taxes à la consommation</b> <small>17% Québec 17% Francophones</small>	11%	26%	63%	3,9
<b>Crédit d'impôt</b>	10%	27%	63%	3,8
<b>Montant d'aide unique à la population</b> <small>34% 80k\$ et + 31% Propriétaires</small>	25%	33%	42%	3,2
<b>Subvention aux commerçants</b> <small>42% 65 ans et + 38% Couples sans enfant</small>	30%	34%	37%	3,1
<b>Ne prendre aucune mesure / statu quo</b> <small>75% Familles monoparentales 71% Autres types de ménage</small>	62%	23%	15%	2,1

Trois mesures ressortent clairement du lot: le contrôle des prix, l'abolition de taxes à la consommation et le crédit d'impôt.

Le montant d'aide unique à la population obtient, pour sa part, des résultats mitigés, mais se révèle davantage populaire auprès des familles monoparentales et des locataires.

Enfin, la subvention aux commerçants est moins prisée, probablement en raison du fait que cette mesure n'est pas à proprement parler destinée aux consommateurs.

Q18. Sur une échelle de 1 à 5, lesquelles de ces mesures le gouvernement devrait-il mettre en place pour maintenir l'accessibilité aux produits alimentaires. (1 étant « ne devrait pas du tout » et 5 « étant devrait absolument ») (en rotation)

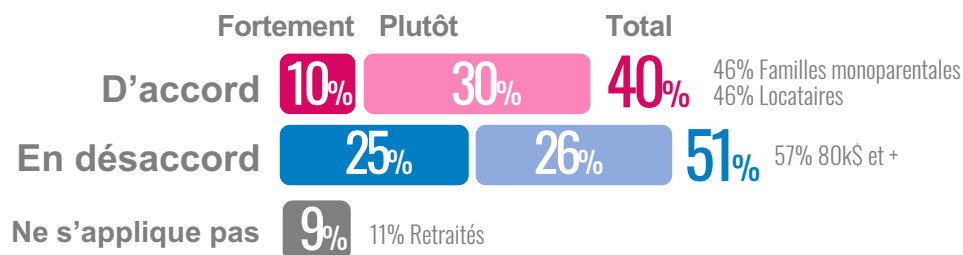
# A-t-on les bonnes mesures?

Q19. Niveau d'accord avec différents énoncés liés aux recours financiers, Total, n=2040

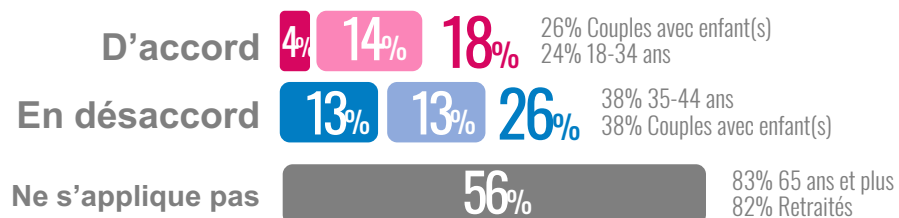


## Recours financiers souhaités et utilisés

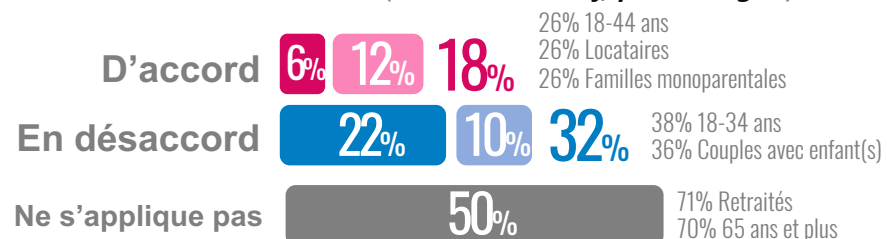
« Le **versement de montants ponctuels aux citoyens**, notamment le remboursement unique sur les produits d'épicerie annoncée par le gouvernement du Canada dans le budget 2023, est une **mesure appropriée** pour lutter contre les effets de l'inflation. »



« Au cours des deux dernières années, mon **institution financière** m'a offert **suffisamment de mesures d'aide** en lien avec mon **prêt hypothécaire**. »



« Au cours des deux dernières années, j'ai dû **utiliser des offres de crédit** à coût élevé dans des institutions financières non traditionnelles (**crédit alternatif, prêt en ligne**). »



L'initiative de 2023 du gouvernement du Canada semble récolter des perceptions au mieux mitigées en ce qui a trait à sa capacité à freiner l'inflation.

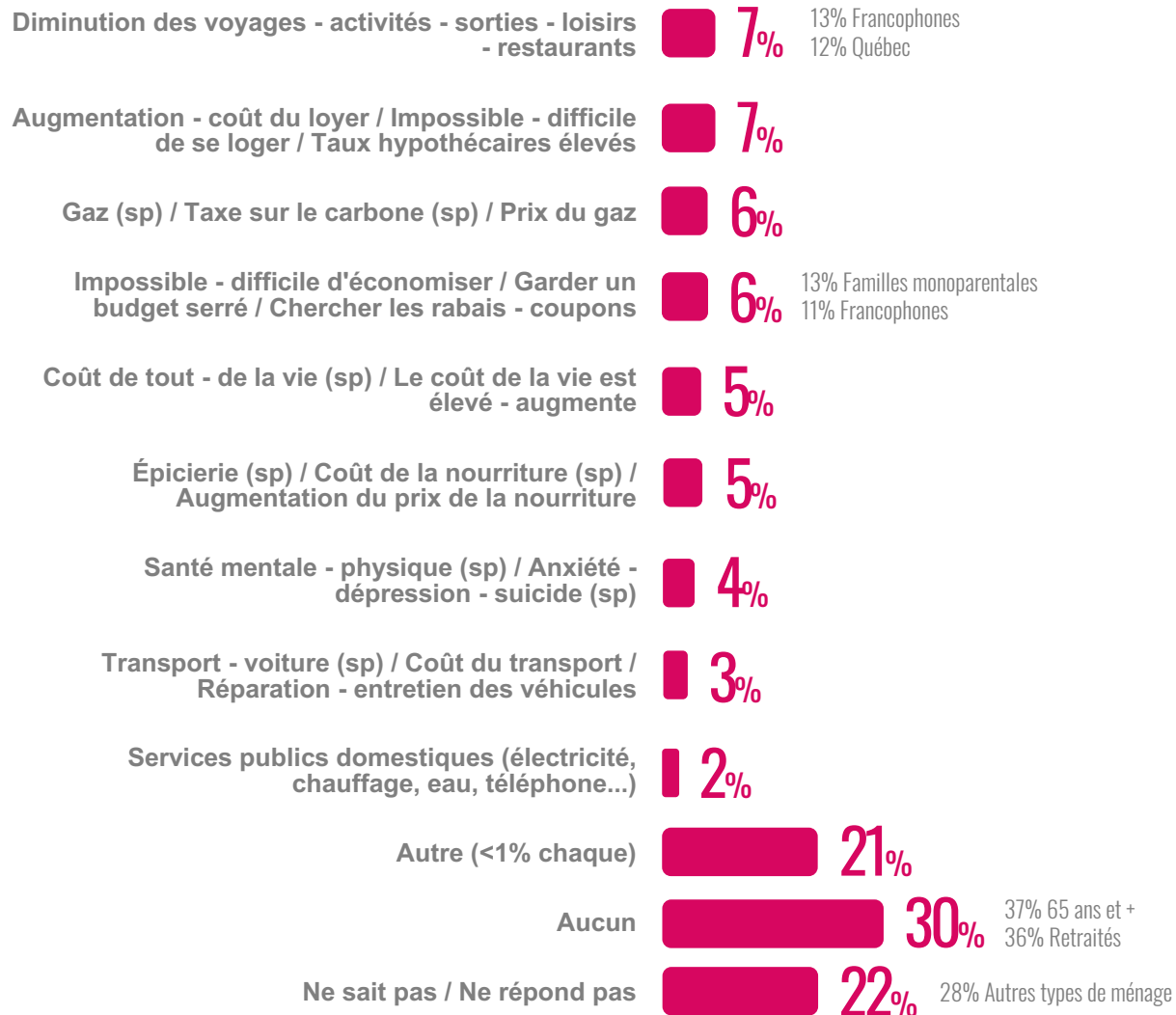
Par ailleurs, les institutions financières ne semblent pas très enclines à offrir des mesures d'aide en lien avec les prêts hypothécaires.

Enfin, il convient de souligner qu'un peu moins d'un consommateur canadien sur cinq (18%) a été contraint d'utiliser des offres de crédit à coût élevé au cours des deux dernières années. Ce taux se révèle en effet préoccupant, dans la mesure où les conséquences, sans être immédiates, pourraient occasionner d'autres types d'écueils financiers à terme. Les consommateurs plus jeunes, les locataires et les familles monoparentales sont davantage touchés par cette problématique.

Q19. Indiquez dans quelle mesure vous êtes d'accord avec l'énoncé suivant (avec rotation)

# Des résultats épars

Q20. Impacts de l'inflation et de la hausse des taux d'intérêt non évoqués auparavant, Total, n=2040



Les répondants étaient invités à citer les effets de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation qui n'avaient pas été évoqués auparavant dans le questionnaire.

Force est de constater que ce dernier avait couvert l'essentiel des enjeux possiblement vécus par les consommateurs canadiens, dans la mesure où les réponses fournies à cette question se révèlent relativement éparses et parfois redondantes ou déjà couvertes au cours des questions précédentes.

Q20. Depuis les deux dernières années, quels sont les impacts de la hausse des taux d'intérêt et de l'inflation sur votre quotidien qui n'ont pas déjà été abordés dans ce sondage ? (Question ouverte)



**ANNEXES**

# Profil des répondants



51%



48%

Autre/  
SP

<1%

FR  
AN

21%  
79%



Colombie-Britannique	14%
Alberta	12%
Saskatchewan	3%
Manitoba	4%
Ontario	39%
Québec	23%
Nouveau-Brunswick	2%
Nouvelle-Écosse	3%
Île-du-Prince-Édouard	<1%
Terre-Neuve-et-Labrador	<1%



18-34 ans	27%
35-44 ans	17%
45-54 ans	16%
55-64 ans	17%
65 ans et +	23%



Primaire	3%
Éducation sec./pro.	24%
Collégial	25%
Universitaire 1 <sup>er</sup> cycle	32%
Universitaire 2 <sup>e</sup> ou 3 <sup>e</sup> cycle	16%

< 20k\$	7%
20-39k\$	15%
40-59k\$	16%
60-79k\$	14%
80-99k\$	14%
100-129k\$	15%
130-159k\$	9%
160-179k\$	3%
180-199k\$	4%
200k\$ et +	4%



Ménage

# Profil des répondants (suite)



Enfant(s) <18 ans (ménage)

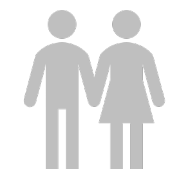
0	40%
1	29%
2	24%
3	6%
4	1%
5	0%
6	<1%



Rural (<1k)	8%
Petits centres (1-29k)	18%
Moyens centres (30-99k)	20%
Grands centres (100k+)	54%



Locataires	35%
Propriétaires	62%
Autres	3%



Composition du ménage

Personnes seules	28%
Couples sans enfant	32%
Couples avec enfant(s)	28%
Familles monoparentales	5%
Autres	7%



Taille du ménage

1	23%
2	39%
3	17%
4	14%
5	5%
6+	2%



Employés t. plein (30h+)	45%
Employés t. partiel	8%
Travail saisonnier	<1%
Travail autonome	5%
Chômage	6%
Retraités	28%
Aux études	5%
Autres	3%

**POUR PROPULSER**

**LA COLLECTE**

**LA STATISTIQUE**

**LA CONNAISSANCE**